

**Département des Yvelines
Arrondissement de Saint-Germain-en-Laye**

ARRÊTÉ MUNICIPAL

**RESTRICTIONS TEMPORAIRES DE STATIONNEMENT ET DE CIRCULATION -
SOCIETE GNT - ISOLATION DES PURGES DU RESEAU DE CHAUFFAGE URBAIN
SOUS LE PONT DE CHATOU - ILE DES IMPRESSIONNISTES - DU LUNDI 9
SEPTEMBRE 2024 AU VENDREDI 13 SEPTEMBRE 2024.**

Le Maire de la Ville de Chatou,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2122-21 et L.2212-1 à L.2213-5,

Vu le Code de la Route et notamment les articles R.411-8, L.325-1 et suivants, R.325-1 et suivants et R.417-1 et suivants,

Vu le Code Pénal et notamment l'article R.610-5,

Vu le Code la Voirie Routière, notamment les articles L.113-2 et L.116-2,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière du 22 octobre 1963,

Vu l'arrêté du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu le Règlement de la Voirie Départementale adopté par l'Assemblée Départementale le 24 septembre 1999,

Vu le Règlement de la Voirie Communale adopté par délibération du Conseil Municipal en date du 24 juin 1998,

Vu l'arrêté municipal n° ARR_2020_0239 portant délégation de fonction à Madame Virginie MINART-GIVERNE, 7^e Adjoint au Maire dans les domaines, Sécurité, Mobilité, Voirie,

Vu la demande présentée par la société GNT agissant pour le compte d'ENGIE pour la mise en place d'isolant sur les purges du réseau de chauffage urbain, Pont de Chatou, **du lundi 9 septembre 2024 au vendredi 13 septembre 2024,**

Considérant, qu'il convient de prendre des mesures pour le stationnement et la circulation pour assurer la sécurité des usagers de la voie publique pendant la durée des travaux, il convient de réglementer l'occupation du domaine public, Ile des Impressionnistes,

ARRÊTE

Article 1 : Du lundi 9 septembre 2024 au vendredi 13 septembre 2024, la société GNT est autorisée à isoler les purges du réseau de chauffage urbain, dans l'Île des Impressionnistes sur les parkings sous le Pont de Chatou,

Article 2 : Stationnement

Du lundi 9 septembre 2024 au vendredi 13 septembre 2024, en fonction des besoins et de l'avancement du chantier, le stationnement est interdit au droit du chantier dans l'Île des Impressionnistes sur les parkings sous le Pont de Chatou.

En application des articles R.325-1 et R.417-10 du Code de La Route, mise en place d'isolant sur les purges du réseau de chauffage urbain les véhicules ne respectant pas ces dispositions seront considérés comme gênants et feront l'objet d'une mise en fourrière.

Article 3 : Circulation

La circulation des piétons est maintenue en permanence.

Le pétitionnaire doit prendre des mesures conservatoires pour la protection des piétons au droit du chantier.

Article 4 : Les dispositions qui précèdent sont portées à la connaissance des usagers au moyen des dispositifs réglementaires de signalisation routière. Ces derniers sont mis en place par les sociétés en charge des travaux.

Article 5 : La société exécutant les travaux a la charge de la signalisation temporaire relative à la réalisation de son chantier, de jour comme de nuit. Elle est responsable des conséquences pouvant résulter d'un défaut ou d'une insuffisance de cette signalisation. Cette dernière est conforme aux dispositions en vigueur, et notamment à celles édictées par l'instruction interministérielle sur la signalisation routière.

Elle est également responsable des accidents de toute nature pouvant résulter de la réalisation de ses travaux.

Article 6 : Le présent arrêté est obligatoirement affiché sur le site par la société en charge des travaux et au moins 48 h avant la neutralisation des places de stationnement, en indiquant visiblement les dates d'effet de l'interdiction de stationner et les places concernées.

Article 7 : Le Directeur Général des Services, le Commissaire de Police, le Chef de la Police Municipale, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, publié et affiché selon la réglementation en vigueur.

Article 8 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de VERSAILLES, dans un délai de 2 mois à compter de sa publication. Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux dans les mêmes conditions de délai.

Article 9 : Ampliation du présent arrêté est transmise à :

- Police Municipale
- Police Nationale
- Société GNT
- Société ENGIE

NOTIFIÉ, le 02/09/2024

PUBLIÉ, le